

Brochure n° 3332

Convention collective nationale

IDCC : 2564. – **VÉTÉRINAIRES**
(Praticiens salariés)

■ *Journal officiel* du 21 juillet 2009

**Arrêté du 10 juillet 2009 portant extension d'un avenant à la
convention collective nationale des vétérinaires praticiens sala-
riés (n° 2564)**

NOR : MTST0916207A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 31 mai 2006 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du
21 avril 2009, portant extension de la convention collective nationale des
vétérinaires praticiens salariés du 31 janvier 2006 ;

Vu l'avenant n° 7 du 6 octobre 2008, relatif à la période d'essai, à la
convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 13 mars 2009 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective
(sous-commission des conventions et accords), rendu lors de la séance du
3 juillet 2009,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés
compris dans le champ d'application de la convention collective nationale
des vétérinaires praticiens salariés du 31 janvier 2006, les dispositions de

l'avenant n° 7 du 6 octobre 2008, relatif à la période d'essai à la convention collective susvisée, à l'exclusion des termes de l'antépénultième alinéa « , y compris au cours de sa période de renouvellement » comme étant contraires aux dispositions de l'article L. 1221-21 du code du travail et sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 1221-26 du code du travail.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 juillet 2009.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général du travail,
J.-D. COMBEXELLE

Nota. – L'avenant susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2009/6, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8,20 €.